

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N° 13 – 30 mars 2023

En bref

Selon les autorités vénézuéliennes, les sanctions économiques, notamment étatsuniennes, imposées au pays ont impacté les revenus en devises du pays à hauteur de 99 % et la production pétrolière à hauteur de 85 % entre 2014 et 2020. Ce chiffre a été communiqué par la Vice-présidente et Ministre de l'Économie, des Finances et du Commerce extérieur vénézuélienne, Delcy Rodríguez. Selon elle, l'entreprise publique pétrolière PDVSA a été privée de 230 Mds USD de recettes, et l'économie nationale de 642 Mds USD. Le Gouvernement vénézuélien a appelé les dirigeants participant au sommet ibéro-américain à unir leurs forces pour un système financier international « équitable » et exempt de sanctions économiques jugées « injustes ».

LE CHIFFRE À RETENIR

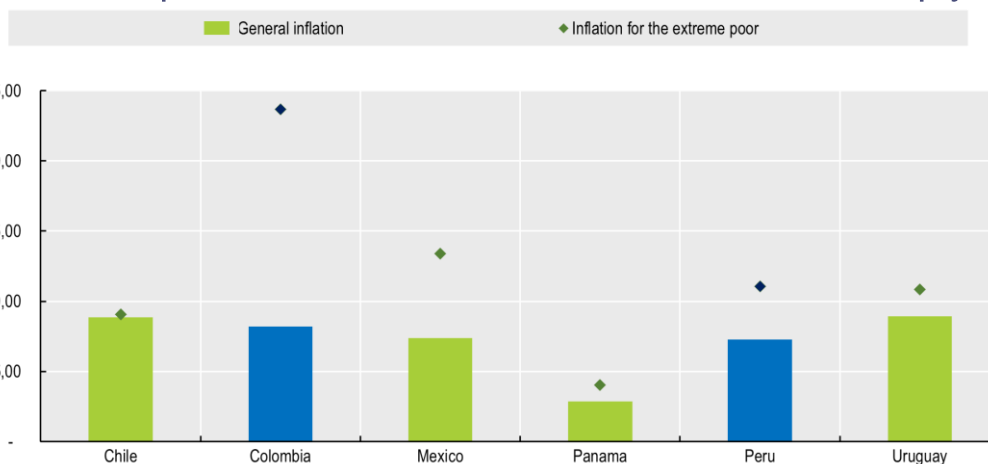
99 %

C'est, selon les autorités du pays, la chute des recettes en devises du Venezuela entre 2014 et 2020 en raison des sanctions économiques imposées au pays.

Zoom sur : L'impact de l'inflation sur l'extrême pauvreté.

Le [rapport de l'OCDE sur les perspectives économiques en Amérique latine et des Caraïbes](#) souligne, entre autres, les disparités dans l'impact de l'inflation en fonction de la situation financière du pays.

Les niveaux de pauvreté et d'inégalité en Amérique latine et dans les Caraïbes, déjà aggravés par la pandémie de COVID-19, devraient avoir augmenté en 2022 en raison du ralentissement économique et de la hausse de l'inflation, en particulier sur les denrées alimentaires. Cette inflation touche plus fortement les ménages les plus vulnérables. Dans la région, les ménages considérés comme extrêmement pauvres ont subi une augmentation moyenne des prix plus importante que les ménages médians (+3,6 pts% au cours des cinq premiers mois de l'année 2022), selon l'OCDE. Les estimations mettent en avant que 33,7 % de la population de la zone est en situation de pauvreté, et 14,9 % en situation d'extrême pauvreté. Les inégalités vis-à-vis de l'inflation sont particulièrement marquées en Colombie, puisque cette dernière atteint 23,7 % pour les ménages en situation d'extrême pauvreté (vs. 8,2 % pour les ménages médians). Au Pérou la différence est moins marquée, avec une inflation à 11,1 % pour les ménages en situation d'extrême pauvreté (vs. 7,3 % pour les ménages médians).





BOLIVIE

Le Gouvernement souscrit un nouveau prêt de 139 M USD auprès des autorités japonaises.

Les gouvernements bolivien et japonais ont signé un accord qui rend viable un prêt de politique publique de 139 M USD, qui sera utilisé pour renforcer les systèmes de santé, les systèmes de risque, la durabilité et la réactivation économique, entre autres. Selon le gouvernement, le prêt japonais a été accordé à des conditions favorables pour le pays, dans le cadre de la coopération avec les pays partenaires qui ont été touchés par la pandémie de Covid-19. Ce crédit s'ajoute à d'autres déjà demandés par le gouvernement central. Il y a quelques jours, l'Assemblée législative plurinationale a approuvé quatre projets de loi qui rendent viables de nouveaux prêts pour plus de 400 M USD. Selon le Ministère de l'Economie, d'autres crédits pour environ 800 M USD sont en attente d'approbation.

La Banque centrale planifie les ventes de Dollars étatsuniens jusqu'en mai pour répondre à la forte demande.

La Banque Centrale de Bolivie (BCB) a commencé à programmer la vente de Dollars étatsuniens (USD) au public avec des délais d'attente de plus d'un mois et demi en raison de la forte demande de cette devise, désormais introuvable dans les banques et les bureaux de change. L'entité a déclaré que cette stratégie devrait permettre d'optimiser les délais d'attente et a assuré qu'à aucun moment elle n'a interrompu la vente d'USD. Depuis le début

du mois de mars, la BCB vend des USD directement au taux de change officiel, à la suite de la forte demande de cette devise dans les maisons de change et les institutions financières. Parallèlement, face à ces problèmes d'approvisionnement, les maisons de change ont recours à des pratiques de plafonnement des ventes d'USD. Un taux de change parallèle circule à ce jour dans les villes de La Paz et de Santa Cruz. Ces échanges ont été constatés au taux de 7,4 BOB/USD, soit 6,3 % de plus que le taux de change officiel.

COLOMBIE

Le Gouvernement souhaite accorder un million de micro-crédits pour insérer l'économie populaire dans le système financier formel.

Les Ministères de l'Agriculture, du Commerce et des Finances, soutenus par *Banca de las Oportunidades*, *Finagro*, *Banco Agrario* et le *Fonds National de Garantie*, ont lancé un programme de services financiers et non-financiers pour l'économie populaire. Ce programme vise à accorder un million de micro-crédits d'ici 2026 pour financer les petits producteurs et leur permettre d'entrer dans le système financier formel. Le Gouvernement s'est engagé avec les différents fonds qui fourniront les crédits et la Superintendence financière qui suivra de près le *Grupo Bicentenario* qui servira de société *holding* pour l'Etat. L'opération vise que les premiers accords de prêt soient réalisés en mai, avec 100 000 décaissements dans les mois suivant.



Bogotá détient la plus grande flotte de bus électrique d'Amérique latine.

La capitale colombienne détient la plus grande flotte de bus électriques d'Amérique latine, avec plus de 1500 bus électriques. La Maire, Claudia López, a par ailleurs inauguré le premier bus à hydrogène avec son usine de recharge cette semaine et a rappelé l'importance et sa volonté de contribuer à la transition énergétique. Pour mémoire, 78 % de la pollution de la ville serait causé par voitures, bus et camions, selon *Greenpeace*. Outre écologique, l'impact se retrouve dans la santé de la population et dans l'économie nationale: la Mairie estime à plus de 6,5 M USD les économies réalisées dans le traitement des maladies liées à la pollution, la création d'emplois et le développement de l'industrie. En Colombie, les énergies renouvelables – particulièrement hydroélectriques – contribuent à hauteur de 70 % au mix-électrique. Les sources éoliennes et solaires sont jugées comme étant encore sous-exploitées (0,1% du mix chacune) et présentent de réelles opportunités de développement.

La production de pétrole devrait baisser de 2,5 % en valeur en 2023, selon Campetrol.

La chambre colombienne des biens et services du pétrole, du gaz et de l'énergie (Campetrol) prévoit une réduction de -2,5 % en valeur de la production de pétrole en 2023 et de -23 % en valeur des exportations en 2023 par rapport à 2022. Signe de la baisse de la production, elle atteint 759 900 bpj en février, soit -1,8 % g.a.. Dans la même dynamique, la production commercialisée de gaz a atteint environ 1 Md pcj en février (-6,6 % g.a.). Le rapport de

Campetrol témoigne d'un moindre investissement dans le secteur pétrolier au T4 2022 (416 M USD, -46 % par rapport au T3).

Le paradoxe de la production d'eau colombienne.

La Colombie dispose d'un rendement hydrique – la quantité d'eau produite par le pays – 6 fois supérieur à la moyenne mondiale et 3 fois supérieur à la moyenne d'Amérique du Sud. Les réserves en eaux souterraines sont également 3 fois supérieures à la moyenne mondiale, bien que seuls 15 % du potentiel hydrique ne soient connus. Paradoxalement, près d'1/5 des municipalités (207) du pays risquent de manquer d'eau, selon l'Institut d'hydrologie, de météorologie et d'études environnementales (Ideam). Parmi les municipalités exposées au manque d'eau, 63 % ont été touchées par une pénurie d'eau ces dernières années. La question du traitement de l'eau, souvent sujette à contamination, est centrale pour les villes inférieures à 50 000 habitants, selon l'étude. Le secteur agricole est par ailleurs le plus demandeur d'eau (43 % de la demande – 14 Mds m3 par an).

EDF et Valorem, associés pour la construction d'une centrale biomasse.

La filiale colombienne d'*Electricité de France* (EDF) et la société colombienne *Refocosta*, filiale de *Valorem*, holding du groupe familial Colombien Santo Domingo, ont lancé les travaux d'une centrale de biomasse à Villanueva (Casanare). Cette dernière devrait entrer en service en 2025 pour produire 28 MW d'électricité alimentant le réseau public colombien. Plus de 200 GWh d'énergie verte seront produites par an ce qui permettra de



réduire les émissions de CO₂ de plus de 70 000 tonnes par an. L'électricité générée sera néanmoins achetée par la compagnie publique pétrolière *Ecopetrol*. Cette centrale de biomasse sera alimentée par la plantation d'eucalyptus (de 3500 ha) attenante appartenant à *Refocosta*. Ce projet fait suite à un premier pilote de centrale biomasse de *Refocosta* de 4,5 MW alimentant la ville de Puerto Carreno, capitale de la région du Vichada et non interconnectée au réseau électrique colombien. De plus, les deux entreprises, *EDF* et *Refocosta*, étudient aussi la construction de nouvelles centrales biomasses dans le Meta avec un potentiel de production de 200 MW, selon le président de *Valorem*.

EQUATEUR

La CAF approuve un nouveau financement de 275 M USD.

La CAF (*Corporacion Andina De Fomento*), banque de développement active en Amérique Latine, a approuvé deux crédits d'un montant total de 275 M USD. Ces financements ont pour objectif de financer la modernisation du système éducatif, à travers la construction d'écoles (150 M USD), et d'augmenter la qualité et l'accès au système de santé avec l'accent mis dans des projets contribuant dans la lutte contre la dénutrition infantile. Les engagements de la CAF en Equateur (à fin 2022) s'élevaient à 4,2 Mds USD, soit près de 14 % des engagements totaux de la banque.

Le Ministère de l'Energie annonce une feuille de route pour les énergies renouvelables.

Le Ministère de l'Electricité et des Energies non-renouvelables a annoncé, qu'avec l'entrée en fonctionnement des projets d'énergies renouvelables en 2022 (parc éolien *Minas Huascachaca* de 50 MW et les centrales hydroélectriques de *Sarapullo* de 49 MW et d'*HydroSabanilla* de 30 MW), le mix-électrique est désormais composé à 65 % d'énergie hydroélectrique et renouvelable non-conventionnelle. La priorité du gouvernement sera la signature des projets éolien *Villonaco* (110 MW) et *Conlophus* (41 MW), la structuration des projets hydroélectriques de *Cardenillo* (596 MW) et de *Santiago* (2 400 MW), ainsi que l'attribution des projets du *Bloque 500*.

GUYANA

Signature d'un accord de coopération touristique avec la Barbade

La signature d'un accord entre l'*association du tourisme et d'hôtellerie du Guyana* (THAG) et la coalition des industries de service de la Barbade (BCSI) devrait permettre aux entreprises touristiques du Guyana de bénéficier d'un soutien de la Barbade. Ce soutien devrait favoriser l'amélioration du niveau des services dans le secteur touristique et notamment aider à résoudre des problèmes au niveau des procédures, du management dans les secteurs de l'hôtellerie et la restauration. THAG est composée de 42 membres et fournit déjà des services à 73 entreprises dans l'industrie du



tourisme. Cela résulte de l'accord de St Barnabas entre le président guyanien Ali et la première ministre de la Barbade, Mia Mottley, qui porte sur le tourisme et les transports internationaux.

PEROU

Six Ministères définiront les règles relatives à l'exploitation du lithium péruvien.

L'exploitation du lithium au Pérou dépend de la publication d'un règlement qui établit les conditions dans lesquelles il doit être exploité. Selon le Ministère de l'Energie et des Mines (MINEM), le projet de décret suprême est en cours de traitement et doit être défini par six Ministères : Présidence du conseil de Ministres, Ministère de l'Economie, Ministère de la Production, Ministère de l'Environnement, Ministère de l'Agriculture, et le MINEM lui-même afin d'intégrer les questions relevant de leur compétence. Les institutions chargées de l'examen de la certification environnementale pour l'exploration du lithium, après un second examen du dossier, ont signalé des inquiétudes. L'Autorité Nationale de l'Eau (ANA) a encore quatre observations tandis que le MINEM en a 15.

L'inefficacité de l'État coûte au Pérou jusqu'à 4,4 Mds USD par an.

Le gaspillage des ressources dans la gestion publique empêche la réalisation d'infrastructures de base, telles que les lignes de métro et les chemins de fer. La Banque centrale (BCRP) a effectué une analyse basée sur les schémas utilisés par la BID, le FMI, et la Cour des

Comptes. Les résultats les plus préoccupants ont été obtenus avec la méthodologie de la BID qui, à différence des autres, prend en compte la corruption. Ces résultats ont montré que l'inefficacité de l'Etat coûte au Pérou jusqu'à 4,4 Mds USD par an, un montant supérieur au budget du Ministère des Transports et Communications (3,8 Mds USD). Le BCRP note que l'utilisation redondante ou improductive des ressources de l'État pourrait affecter négativement la croissance potentielle, dans la mesure où elle se traduit par une diminution du capital physique ou des infrastructures de moindre qualité.

SURINAME

Tenue d'un séminaire sur l'agriculture en coopération avec la Guyane française.

La direction de la production agricole de l'Université Anton de Kom du Suriname (AdeKUS) a lancé un séminaire de trois jours pour renforcer le développement agricole national. Avec la participation de la Guyane française et d'autres partenaires étrangers, les moyens sont explorés afin de développer le secteur de l'agriculture et de l'élevage au Suriname de manière durable et de relever les défis actuels. Cela s'inscrit également dans le cadre de la recommandation des dirigeants de la CARICOM (organisation de libre-échange caribéenne), lors de la dernière réunion de l'organisation en 2022, de réduire les importations de produits alimentaires de 25 % au cours des cinq prochaines années et de produire localement des aliments sains et sûrs.



L'inflation atteint 3,3 % en février, découlant de la dévaluation du SRD.

En février, la hausse des prix à la consommation s'établit à 3,3 % par rapport à janvier et à 59,7 % en glissement annuel. La hausse des prix est particulièrement forte dans le secteur des transports, l'entretien et la réparation des moyens de transport et dans l'alimentaire. La dévaluation du SRD a sa part de responsabilité dans la hausse des prix puisque, depuis fin mars 2022, le SRD s'est dévalué de près de 70 % de sa valeur face à l'USD. L'Assemblée nationale surinamaïse s'est réunie spécialement sur la problématique des taux de change. L'évaluation du FMI prévue en mars/avril sera reportée car toutes les mesures requises n'ont pas encore été mises en place par le gouvernement. Ce report qui a lieu pour la troisième fois déjà, reporte également l'appui en devise du FMI au Suriname, renforçant la pénurie de devises nécessaire à l'économie.

VENEZUELA

Un mois de mars compliqué pour PDVSA.

Suite à l'affaire de corruption en cours à PDVSA, la compagnie pétrolière vénézuélienne, qui fait l'objet d'une enquête judiciaire au Venezuela et qui implique également les autorités de la *Surintendencia nacional de cryptoactivos* (Sunacrip), le Président Maduro a abrogé le décret qui maintenait en vigueur la « Commission présidentielle Alí Rodríguez Araque » (installée à PDVSA et présidée par El Aissaimi), créée en 2020. Cette commission était censée restructurer et réorganiser

l'industrie pétrolière nationale, réduire la bureaucratie et notamment assainir l'administration de l'entreprise publique PDVSA.

L'opération anti-corruption autour de PDVSA a entraîné l'inculpation de 23 personnes avec les accusations suivantes : corruption, blanchiment d'argent, association criminelle, blanchiment d'argent et trahison. Ces 23 personnes sont des fonctionnaires de la commission citée ci-dessus, des juges, des politiciens et des employés de PDVSA. Pour mémoire, cette affaire a également eu comme conséquence la démission de Tareck El Aissaimi comme Ministre du Pétrole.

A ce jour, l'audit approfondi de PDVSA paralyse la quasi-totalité des exportations de pétrole vénézuélien. Seuls quatre clients de PDVSA étaient actifs cette semaine : l'iranienne *Naftiran Intertrade Company* (Nico), l'étatsunienne *Chevron*, la cubaine *Cubametales* et la chinoise *Hangzhou Energy*, selon les calendriers de l'entreprise publique.

En outre, PDVSA examine les comptes de *Maroil Trading*, propriété du magnat vénézuélien du transport maritime Wilmer Ruperti et enregistrée à Genève, au sujet d'une dette de 424 M USD liée à la fourniture de coke et de pétrole. Selon *Reuters*, cette somme n'est qu'une partie des 21,2 Mds USD que PDVSA détient en créances commerciales, dont 3,6 Mds USD potentiellement irrécouvrables.

Aujourd'hui, PDVSA a suspendu les dates d'échéances des obligations. Cette suspension restera en vigueur pendant cinq ans ou jusqu'à la levée des sanctions économiques du Gouvernement étatsunien empêchant, selon le



communiqué des autorités du pays, une restructuration de la dette. Fin mars, le Venezuela cumule 49 MdsUSD de retard de paiement, dont 25,5 MdsUSD pour l'Etat et 22,6 MdsUSD pour la compagnie pétrolière.

L'industrie devrait croître jusqu'à 6 % en 2023.

L'industrie devrait connaître une croissance entre 4 % et 6 % en 2023, selon la *confédération vénézuélienne des industriels (Conindustria)*. Le président de *Conindustria* prévoit une amélioration des comptes de l'Etat en mai permettant un ajustement des salaires et une hausse du pouvoir d'achat et de la consommation. Il exprime également la nécessité d'avancer sur la réforme de la loi d'harmonisation fiscale afin de parvenir à une réduction de la taxe sur les grandes transactions financières (IGTF), qu'il juge comme étant un réel frein à la compétitivité internationale.

La fréquence des liaisons aériennes avec le Portugal augmente.

La compagnie aérienne portugaise *TAP* effectuera trois fois par semaine la liaison entre Lisbonne-Caracas. Les activités de *TAP* au Venezuela avait repris en juin 2022 à raison de deux fréquences hebdomadaires.

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2022 p	2022 p.	2021	2022 p.	2022 p.	2022 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en g.a. en octobre
BOLIVIE	11,96	43,4	6,1	3,8	-1,4	82,6	118	+1	2,9
COLOMBIE	51,61	342,9	10,7	7,6	-5,1	61,1	88	0	12,2
EQUATEUR	18,01	115,5	4,2	2,9	2,4	58,9	95	+4	4,0
GUYANA	0,792	14,8	23,8	57,8	43,5	22,8	108	+1	6,5
PEROU	34,17	239,3	13,6	2,7	-3,0	34,8	84	+1	8,3
SURINAME	0,617	3,0	-3,5	1,3	-2,0	134,0	99	-7	49,1
VENEZUELA	26,92	82,1	0,5	6,0	4,0	n.a	120	-2	173
ARGENTINE	46,30	630,7	10,4	4,0	-0,3	76	47	0	88,0
BRESIL	213,9	1 894,7	4,6	2,8	-1,5	88,2	87	-1	6,5
CHILI	19,92	310,9	11,7	2,0	-6,7	36,2	42	+1	12,8
MEXIQUE	130,1	1 424,5	4,8	2,1	-1,2	56,8	86	+2	8,4

Source : données FMI (WEO, octobre 2022), PNUD, Banques centrales des pays concernés, OFV pour le Venezuela.

* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international